



Voyage au pays des Ribeirinhos, ENTRE FLEUVE AMAZONE ET FORET AMAZONIENNE

MISSION BRÉSIL
AVRIL 2023



Pendant six jours, **Clémence Aubert**, secrétaire générale et **Sophie Gardette**, directrice, accompagnées de **Julien Denormandie**, ex-ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du gouvernement français, se sont rendus à **Brasilia** puis à **Santarem**, le long du fleuve Amazone, et enfin à **Bélem**. Leurs objectifs : **comprendre le contexte brésilien** (avec un focus fleuves et agriculture) **identifier des acteurs qui agissent sur le terrain**, mieux analyser les **conflits d'usage** autour des fleuves, **échanger avec des acteurs des politiques publiques**, nouer des **partenariats**.

Un voyage intense, riche en émotions et en rencontres avec des organisations, des institutions et des associations qui luttent au quotidien pour préserver leurs terres et leurs fleuves.

A la découverte de Brasilia, pour mieux comprendre le contexte global du Brésil

Le voyage de l'équipe IAGF a commencé dans la capitale du Brésil, Brasilia, qui compte plus de trois millions d'habitants. L'occasion pour l'équipe de mieux **comprendre le contexte politique et socio-économique du pays**, notamment agricole et environnemental, épaulés par les services de l'ambassade de France.

La rencontre avec **Fabrice Papa**, de l'**Institut de Recherche pour le Développement** et **Stéphanie Nasuti**, chercheuse à l'**université de Brasilia**, ont permis à l'équipe de comprendre l'extension progressive l'agriculture sur les terres du Brésil en particulier sur le Cerrado (la savane qui représente 22 % de la superficie du pays) et la forêt Amazonienne.

Cette première étape a également permis à la délégation IAGF de faire la connaissance de **Naziano Filizola**, de l'**Université fédérale d'Amazonas**, et des équipes de l'**Organisation du traité de coopération amazonienne**, notamment son directeur exécutif, **Carlos Alfredo Lazary Teixeira**. Le projet Rios On Line (auquel nous avons consacré une interview à retrouver dans notre newsletter de juin) porté par le premier et l'Observatoire Régional de l'Amazone (ARO), créé par l'OTCA, œuvrent avec des méthodes différentes mais complémentaires aux mêmes objectifs : l'observation du fleuve Amazone et la collecte d'informations le concernant. **Rios On Line se base sur la participation collaborative des riverains** tandis que l'ARO dispose de moyens technologiques tels que des satellites et des stations de mesure hydrographiques le long du fleuve.

FOCUS SUR ...



L'Organisation du Traité de Coopération Amazonienne (Organización do Tratado de Cooperaçào Amazônica ou OTCA) regroupe huit États d'Amérique du Sud ayant en commun la forêt amazonienne. : la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Equateur, la République Coopérative du Guyana, le Pérou, le Suriname et le Venezuela. Elle fait suite au traité de coopération amazonienne signé entre ces huit États le 3 juillet 1978 dans le but de préserver la forêt amazonienne et de gérer ses richesses de manière durable. L'OTCA a été créée en 1995 pour appliquer les objectifs du traité et porter un regard concerté sur la gestion durable de l'Amazonie



L'Institut de recherche pour le développement (IRD), basé à Marseille, œuvre sous la tutelle conjointe des ministères chargé de la Recherche et de la Coopération. Créé en 1943, cet établissement public participe à des recherches scientifiques et techniques par le biais d'accords signés entre la France et certains pays en développement. Ses programmes de recherche sont destinés à apporter une aide au développement des pays du Sud et s'orientent autour des sciences humaines et sociales, de la santé, et de la nature et de l'environnement. L'IRD est particulièrement présent au Brésil, et collabore avec de nombreuses Universités locales.



Voyage au pays des Ribeirinhos, ENTRE FLEUVE AMAZONE ET FORET AMAZONIENNE

MISSION BRÉSIL
AVRIL 2023

Le barrage du Belo Monte : vers une mort programmée du peuple de la rivière Xingu ?

Le bassin versant du Xingu couvre plus de 500 000 km² (presque l'équivalent de la surface de la France).

IAGF a rencontré la **communauté Xingu**, très impactée par la construction du barrage Belo Monte ces dernières années, ainsi que l'association **WWF Brésil**. Les riverains ont vu progressivement la rivière Xingu, affluent de l'Amazone, s'assécher et les poissons disparaître ; c'est la survie de nombreuses communautés indigènes ainsi que du fleuve et de la forêt qui est en suspens depuis la création de cet ouvrage.

En effet, l'eau du fleuve, déviée pour répondre aux besoins des activités industrielles et agricoles, manque désormais pour la biodiversité. L'impact de l'activité économique dans cette région se fait sentir également en termes de pollution (orpaillage, rejet des activités minières, produits phytosanitaires etc...).

Les riverains ont monté un réseau de suivi indépendant pour documenter les menaces qui pèsent sur leur fleuve et proposent des solutions alternatives pour mieux gérer les déviations d'eau, assurer la continuité piscicole et revoir le débit à l'aval, mais elles ne se sentent pas écoutées.

Leurs propositions, intitulées Hidrograma Piracema, sont à retrouver sur www.xingumais.org.br



Image de synthèse du barrage de Belo Monte finalisé – source : rampedre.net



Echanges avec les communautés du bassin du Xingu et WWF Brésil, avec les équipes de l'ambassade de France, Brasília

« **Nous devons protéger notre couloir écologique, notre territoire, nos maisons, nos traditions, nos racines, la biodiversité, et ce de la source à l'aval.**

Nous devons mettre en place une alliance entre les peuples, pour sauver notre fleuve et nos communautés.

Ce message doit être porté au niveau national et international afin de faire cesser ce scénario apocalyptique

réclame l'une des riveraines du Xingu.

Notre regard



Le témoignage de la communauté Xingu était très poignant. Les populations locales ne se sentent pas informées et encore moins consultées. Il y a un manque de concertation et de transparence selon eux, et surtout un manque de prise en compte des impacts globaux que le barrage a sur la vie des communautés et la biodiversité. Un partage plus équitable des revenus créés par l'activité économique d'un territoire doit également selon eux être encouragés.

Pour aller plus loin

Sur le même thème, IAGF a échangé quelques jours plus tard, à Belem, avec le **Mouvement des personnes Atteintes par les Barrages**, une association militante nationale qui porte le message suivant : l'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises mais le patrimoine du peuple. Ce mouvement revendique le droit à l'information et à la transparence pour les nouveaux aménagements, des études d'impacts et des solutions alternatives. Pour eux :

« *Tout aménagement doit prendre en compte l'impact global pour la biodiversité et les communautés, avec une vision plus protectrice de la notion de « personne atteinte », qui ne peut se limiter aux seuls propriétaires expropriés. Le territoire dans son ensemble doit également pouvoir bénéficier des revenus induits par l'activité économique liée aux barrages (industrie, agriculture d'exportation), qui ne peut bénéficier qu'à quelques industriels au détriment des communautés locales* »



Echanges avec le Mouvement des personnes Atteintes par les Barrages, Belem





Voyage au pays des Ribeirinhos, ENTRE FLEUVE AMAZONE ET FORET AMAZONIENNE

MISSION BRÉSIL
AVRIL 2023



Lutte pour les terres agricoles et les territoires de pêches : s'organiser pour exister

A Brasilia, l'équipe d'IAGF a pu découvrir le combat du **Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terres** qui remonte aux années 1980 et dont la devise est « Occuper, Résister, Produire ».

Il est devenu l'un des mouvements sociaux les plus importants d'Amérique latine. Cette organisation paysanne lutte pour une redistribution équitable de la terre par le biais d'une réforme agraire mais aussi pour le développement d'une agriculture paysanne familiale capable d'assurer la sécurité alimentaire du pays.



A Santarem, c'est **FEAGLE** qui a marqué les esprits : cette association réunit des agriculteurs et des agricultrices de la région du Curuai qui pratiquent l'agroécologie. Ils militent contre l'accaparement de leurs terres par l'agrobusiness, contre l'exploitation minière, l'extraction illégale de bois et la culture extensive de soja. Un combat qui leur coûte cher puisqu'ils se sentent constamment menacés.



La rencontre avec le syndicat des pêcheurs **Z20**, dont la structuration a été rendue possible dans les années 90 afin de permettre aux pêcheurs de s'autonomiser face aux militaires et à l'industrie, a également permis de mieux **cerner les enjeux des mouvements collectifs ascendants, qui revendiquent des solutions partant avant tout des préoccupations des acteurs de terrain.**

FOCUS : La guerre du pirarucu



Pêcheur de Santarem et son Pirarucu - source : folhadoprogresso.com.br

La suite du voyage a permis à l'équipe de prendre conscience des enjeux liés à la pêche à Santarem, située le long du fleuve Amazone.

Une rencontre avec l'**ONG SAPOPEMA**, qui sensibilise les pêcheurs à des pratiques plus durables et mène des actions pour mieux documenter l'état des fleuves, a permis de mieux comprendre les menaces qui pèsent aujourd'hui sur les poissons du fleuve Amazone (pollution, surpêche, orpaillage, turbidité liée à l'activité minière et portuaire etc.). L'équipe a pu aller en bateau à la rencontre des pêcheurs de pirarucu, l'un des plus gros poissons d'eau douce de la planète.

Si l'Etat a mis en place des accords de pêche, il n'en assure pas le contrôle. Les pêcheurs se sont donc mobilisés pour empêcher la pêche non autorisée sur leur territoire : ils organisent des rondes armées la nuit pour le protéger de la pêche clandestine. Ils souhaiteraient un meilleur appui de l'Etat pour faire respecter la réglementation ainsi que de vraies politiques publiques pour l'accès à l'eau et l'électricité pour les communautés de pêcheurs mais aussi la collecte des déchets et l'assainissement du fleuve.

Notre regard



Nous avons été particulièrement étonnés par la notion de « bien commun » : en Europe, cette notion est souvent considérée comme un levier pour protéger nos ressources et éviter que certains ne s'accaparent celles-ci ; au Brésil, cette notion apparaît finalement comme un frein à la protection de la ressource : en n'appartenant à personne, personne ne se sent la responsabilité de le protéger et tous se sentent le droit de l'exploiter !





Voyage au pays des Ribeirinhos, ENTRE FLEUVE AMAZONE ET FORET AMAZONIENNE

MISSION BRÉSIL
AVRIL 2023

Belem : une ambition verte très forte

IAGF a pu rencontrer longuement le **maire de Belem, Edmilson Rodrigues**, lors d'un échange à l'Institut Français. L'occasion de comprendre l'ambition du maire, qui souhaite mener une politique plus écologique comprenant notamment de la reforestation, une meilleure harmonie ville-fleuve et des transports écologiques. Toute une nouvelle stratégie, avec un plan de transition et de durabilité, est élaborée pour y parvenir.

Le **gouvernement fédéral du Para**, qui a reçu les équipes IAGF au Palais du Gouverneur, est également très mobilisé pour protéger les fleuves du territoire et mieux intégrer les menaces qui pèsent sur eux. Un fonds inédit a été initié, qui permettra de mieux piloter la santé des fleuves, de mettre en place des actions concrètes avec les populations, à travers des solutions basées sur la nature. Des réflexions sont en cours sur la gouvernance à adopter pour piloter ces actions, et sur les paiements pour services environnementaux, qui pourraient servir à financer une partie de celles-ci.



Belem pourrait également devenir prochainement le **premier signataire à l'international de la Charte Fleuve sans plastique** qu'IAGF porte avec la **Compagnie Nationale du Rhône et la Fondation Tara Océan**.

Un travail en commun avec Belem sera mené d'ici la **COP30**, qui devrait marquer pour IAGF un nouveau tournant dans sa mobilisation pour l'Amazonie, à travers notamment une **conférence internationale en 2025**.

Perspectives

Le retour de Lula au pouvoir apparaît pour beaucoup des acteurs rencontrés comme un espoir pour mieux concilier développement économique et préservation des ressources, même si les alliances rendues nécessaires à sa réélection laissent présager certains blocages.

La COP30 prévue à Belem en 2025 permettra certainement de donner un coup d'accélérateur à certaines ambitions.

Une note positive à l'issue d'un voyage qui a souvent révélé, au-delà de l'impuissance de nombreuses populations face aux changements qui affectent leurs territoires, l'ambition de tous les acteurs rencontrés d'enclencher un nouveau tournant pour le Brésil, permettant de mieux faire cohabiter développement socio-économique et protection environnementale, pour tous.

IAGF se mobilisera dans les prochains mois pour épauler les acteurs qui agissent pour faire bouger les lignes et favoriser une gestion durable des fleuves. Des contacts ont été pris, des partenariats vont se nouer, des événements s'organiser.

Merci à toutes les personnes rencontrées, qui ont contribué à nous faire découvrir les enjeux et projets en cours au Brésil.

merci à



www.initiativesfleuves.org

2 rue André Bonin
69316 LYON CEDEX 04 - FRANCE

Santarem : Développer et Protéger ?

L'échange avec le **maire de Santarem** et ses équipes a permis de cerner toute la complexité du sujet : au-delà des besoins du terrain, c'est tout un contexte politique et budgétaire qui rend le développement environnemental et socio-économique des territoires complexe : assainir le fleuve, collecter des déchets, c'est aussi des contributions financières pour les populations, qui n'ont pas les moyens d'assumer la part leur revenant... L'articulation entre les politiques publiques locales, fédérales et nationales est également à prendre en compte.

"Nous ne voulons plus des erreurs du passé, où l'appât du gain s'est fait au détriment des fleuves et des forêts. Nous souhaitons développer des activités avec un impact socio-éco-environnemental favorables, dans des conditions durables. Tout en assurant un développement pour les populations, avec un accès à l'eau potable et un traitement des eaux usées. L'appui des entreprises privées et des ONG sera essentiel pour réussir ce pari collectif "

Nélio Aguiar, Maire de Santarem



Comment développer et soutenir des filières plus durables ? Comment créer de nouvelles chaînes de valeurs, qui permettent aux jeunes de se projeter plus durablement dans leur territoire (malgré les conditions difficiles) ? Comment impliquer les communautés dans le suivi de l'état des ressources, pour leur permettre d'identifier des solutions accessibles pour eux et pour les territoires, en partant de leurs réalités ? Comment développer l'agro-écologie et l'écotourisme, en assurant des revenus durables pour les communautés ?

Toutes ces questions sont sur la table et devront être prises en main par les futures politiques publiques, comme le recommande l'association IPAM, avec laquelle IAGF a pu également échanger lors de son séjour à Santarem.

Forêt Amazonienne : surveiller pour dissuader



FOCUS SUR ...

La mission s'est terminée par la visite du centre de surveillance de la déforestation avec **Claudio Almeida**, chercheur à l'**Institut National de Recherche Spatiale (INPE)** afin de mieux comprendre les enjeux liés à la déforestation au Brésil

Le système de surveillance satellitaire, complété par des audits par des techniciens, permet ensuite à l'IBAMA de contrôler les activités suspectes et de sanctionner les pratiques non autorisées et ainsi d'éviter que la déforestation ne se généralise.

Ce suivi reste cependant encore trop peu dissuasif : 20% de la forêt amazonienne serait déjà déforestée, contre 50% du territoire du Cerrado.

Reste un espoir : un ralentissement progressif de la déforestation constatée depuis quelques mois et l'objectif zéro déforestation fixé par Lula d'ici à 2030.